

100 jours en fonction

Depuis la mi-mars, Christoph Neuhaus, membre du Conseil-exécutif bernois, occupe le poste de président de la Fédération d'élevage du cheval de sport CH (FECH). Nous nous sommes entretenus avec lui et lui avons demandé comment se sont déroulés ses premiers jours dans ses nouvelles fonctions, quels sont selon lui les défis à relever et quelles solutions il envisage.

Sandra Leibacher

Christoph Neuhaus, comment avez-vous vécu vos débuts dans vos nouvelles fonctions ?

J'ai pu démarrer avec un comité motivé et compétent, une gérance bien rôdée et d'innombrables rencontres intéressantes. Je fais sans cesse la connaissance de nouveaux éleveurs passionnants, y compris dans d'autres races. Mais j'ai commencé à une période difficile et il me reste encore beaucoup à apprendre et à faire.

Citation Neuhaus:

L'élevage suisse de chevaux demi-sang est à la croisée des chemins, face au plus grand défi de son histoire !

Pourquoi était-ce une période difficile ?

Les politiciens parlent souvent de temps difficiles. Mais ici, c'est vrai. Si je voulais dramatiser, je devrais crier : « L'élevage suisse de chevaux demi-sang est à la croisée des chemins, face au plus grand défi de son histoire ! » Mais au lieu de nous lamenter, nous, à la FECH, voulons et allons mettre le doigt sur les points sensibles, nous attaquer au problème et nous poser la question cruciale.

Quels sont actuellement les défis à relever ?

La question décisive et déterminante à l'heure actuelle est de savoir si la Confédération – plus précisément l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) – souhaite réellement supprimer notre contribution annuelle. C'est ce que prévoit le paquet agricole 2025, qui est sur le point d'entrer en vigueur. Les animaux demi-sang seraient les seuls à être rayés de la liste. Cela n'est absolument pas acceptable. En contrepartie, l'OFAG souhaite par exemple soutenir beaucoup plus fortement les alpagas.

Pourquoi trouvez-vous cela mauvais ?

Il est dangereux d'opposer une espèce animale à une autre. J'aime aussi les camélidés du Nouveau Monde comme les alpagas et les lamas, j'ai même suivi la formation nécessaire pour en devenir propriétaire. Mais affirmer que les alpagas, contrairement aux chevaux, contribueraient à la sécurité alimentaire future me semble exagéré, ou du moins audacieux. Après tout, les deux espèces sont des consommateurs de fourrage grossier et enrichissent l'agriculture locale. Je suis désolé de devoir dénoncer tout cela.

Si cela vous désole, pourquoi insistez-vous autant pour que la Confédération continue à vous soutenir ?

Environ 60 % des chevaux locaux sont aujourd'hui importés et soumis à un taux de TVA relativement symbolique de 2,6 %. L'année dernière, les importations se sont élevées à 94 millions de francs ; la TVA prélevée, soit près de 2,5 millions de francs, a été absorbée par le budget général de la Confédération. Elle a été dépensée pour les affaires sociales, l'armée, l'asile et bien d'autres choses encore. Dans le même temps, l'OFAG veut nous supprimer les

240 000 francs. Avec les importations, nous sommes désormais confrontés à une forte concurrence de pays où les coûts de production, d'élevage et de formation sont beaucoup plus bas. Cependant, nous ne demandons toujours qu'un dixième de la somme que la Confédération peut encaisser grâce aux importations de chevaux. À mon sens, il s'agit là d'une compensation relativement faible pour la concurrence supplémentaire due à l'ouverture des frontières. Ces derniers mois, j'ai toutefois eu le sentiment que nous étions considérés comme une « quantité négligeable », ce qui est douloureux. Si ces fonds nous sont supprimés, la moitié de notre budget disparaîtra et nous devons réduire considérablement les activités de la fédération, ce qui nous fera perdre de notre attractivité et nous obligera à supprimer à nouveau des prestations. Nous risquons d'entrer dans un cercle vicieux. Nous nous y opposons.

Craignez-vous la concurrence ?

Au contraire, la concurrence stimule généralement les affaires. Mais seule une concurrence loyale, où tout le monde est sur un pied d'égalité, est acceptable. Sinon, elle devient le fossoyeur de notre tradition équestre millénaire. Il n'est donc pas étonnant que le nombre de poulains diminue chaque année dans notre pays, la Confédération y contribuant volontairement sans le savoir. Je ne suis pas superstitieux, mais au cours des 13 dernières années, les naissances de poulains ont presque diminué de moitié, tandis que le montant en francs des importations a presque doublé. Je pense qu'à l'heure actuelle, seul un bon tiers des équidés de ce pays naissent ici, et la diminution a tendance à se poursuivre.

Cette critique vise-t-elle votre collègue de parti, le ministre de l'Agriculture Guy Parmelin ?

Au contraire. Au niveau fédéral, je pense que l'on est insensible et que l'on se contente d'avertir clairement d'une décision qui pourrait porter un coup fatal à l'élevage de chevaux demi-sang. Mon prédécesseur, Daniel Steinmann, s'est engagé pendant des années au niveau fédéral, a lancé des avertissements, mais n'a jusqu'à présent été ni entendu ni écouté. C'est pourquoi je m'exprime ici ouvertement et clairement, plutôt que de déplorer la situation après coup. Lorsque Rudolf Gnägi a supprimé la cavalerie en 1972, on a prédit la disparition des équidés. Pourtant, le nombre de chevaux et de poneys dans le pays a considérablement augmenté depuis lors. En revanche, notre élevage est aujourd'hui clairement menacé. En tant qu'économiste, je vois clairement que l'élevage ne rapporte pas beaucoup d'argent.

Citation Neuhaus:

L'élevage et la détention de chevaux constituent un patrimoine culturel existant depuis plusieurs siècles, voire millénaires.

Pourquoi la Confédération devrait-elle continuer à soutenir financièrement la FECH ?

L'élevage et la détention de chevaux constituent un patrimoine culturel existant depuis plusieurs siècles, voire millénaires. 75 % des quelque 42 000 chevaux demi-sang sont détenus par des agriculteurs dans notre pays. Avec une pension mensuelle moyenne de 800 francs, cela représente un chiffre d'affaires de plus de 300 millions de francs. Ce secteur est très important pour l'économie agricole et nationale en raison de la valeur ajoutée en amont et en aval. Nous sommes une nation équestre et les cavaliers de toutes catégories contribuent à l'image positive de la Suisse dans le monde entier. Les valeurs et les expériences que les jeunes intériorisent et acquièrent au contact des équidés ne peuvent être surestimées. Récemment, un ancien poulain de l'éleveur Christian Bürki a figuré dans un

catalogue allemand d'étalons. Un poulain élevé en Suisse s'est illustré lors du championnat national allemand. L'élevage local est donc compétitif au niveau international. Cette liste pourrait être allongée. Seuls nos coûts de production sont nettement plus élevés, ce qui nous désavantage sur le plan concurrentiel.

Comment en est-on arrivé à ce que les chevaux perdent de leur importance dans la perception du public ?

Il y a plusieurs raisons à cela. Jusqu'à il y a quelques décennies, les chevaux occupaient une place importante et bénéficiaient d'un lobby puissant grâce à l'agriculture et à la cavalerie. Ce lobby s'est affaibli il y a près de 30 ans avec la mécanisation et le retrait de la Confédération, qui avait pendant de nombreuses années organisé tout ce qui était nécessaire à l'élevage des chevaux. Dans notre société moderne, l'élevage et les sports équestres sont considérés d'un œil critique. Je trouve cela injuste et cela doit être corrigé.

En introduction, vous avez dit que vous étiez en train d'apprendre. Dans quelle mesure ?

S'y retrouver dans le paysage équin helvétique est un véritable défi. Il existe d'innombrables personnes, institutions et organisations qui s'engagent en faveur de nos équidés. Je m'efforce d'en avoir une vue d'ensemble. Il faut également que les propriétaires de chevaux parviennent à présenter un front uni. Au sein de la FECH, nous souhaitons nous rapprocher de la Fédération du Franches-Montagnes et de Cheval Suisse dans l'espoir de pouvoir collaborer plus étroitement à l'avenir. Pour le bien de nos chevaux.

Vous sentez-vous négligé par la politique ?

Avec Damian Müller, conseiller des Etats lucernois et président de Swiss Equestrian, les chevaux bénéficient d'une représentation compétente et engagée sous la coupole fédérale. Cependant, un seul parlementaire sur 246, c'est trop peu, car il faut des majorités pour tout. Il faut à nouveau sensibiliser davantage aux besoins de l'élevage et de la détention des chevaux et mener un travail d'information continu. De plus, les questions relatives aux chevaux sont dispersées entre plusieurs départements, ce qui complique les choses.

Que voulez-vous dire ?

Les sports équestres relèvent de la compétence de l'Office fédéral du sport, au sein du Département fédéral de la défense. La construction dans les zones agricoles relève de la compétence de l'Office fédéral du développement territorial, tandis que l'élevage de chevaux relève de la compétence de l'Office fédéral de l'agriculture, tous deux rattachés au DETEC. La taxe sur la valeur ajoutée à la douane est prélevée par la Direction des finances. En matière de protection des animaux, il est exigé que nos animaux ne doivent pas se tenir dans la boue à l'entrée des parcs, mais la protection des surfaces d'assolement interdit de stabiliser le sol. Il s'agit là d'une politique sectorielle, juridiquement contradictoire, et ce n'est qu'un exemple parmi d'autres, qui montre que les éleveurs et les détenteurs de chevaux doivent se faire entendre et s'impliquer à différents niveaux.

Y a-t-il d'autres tâches à accomplir ?

Je n'en citerai que deux. Premièrement, l'obligation pour les présentateurs de porter un casque. Personnellement, j'aimerais continuer à présenter mon cheval et mon poulain sans casque, comme je l'ai toujours fait. Mais j'ai maintenant délibérément acheté un nouveau casque. L'élevage et la détention de chevaux nécessitent certes des bras forts, mais encore

plus de tête. Même pour les présentateurs. Il faut protéger ces têtes de manière cohérente, peu importe la chaleur ou la coiffure.

Ne rencontrez-vous pas de résistance ?

Inévitablement, tout autre comportement serait inhumain, c'est dans la nature des choses. Souvenons-nous simplement de l'introduction du port obligatoire du casque à moto ou au hornuss. Les personnes concernées n'ont pas applaudi non plus. Il faut quelques années pour que cela devienne la norme. Mais c'est logique.

...et le deuxième défi ?

La formation des cavaliers et cavalières. Une activité pour laquelle j'ai beaucoup de reconnaissance et de respect. Avec la pénurie croissante de main-d'œuvre qualifiée, nous nous dirigeons également vers une situation critique dans ce domaine. Il ne suffit pas « seulement » d'élever des chevaux, les jeunes chevaux doivent être formés de manière appropriée et professionnelle. De plus, nous devons lutter contre l'étiquette du « cavalier masculin » et travailler sur notre image, ne serait-ce que parce qu'aujourd'hui, 90 % des cavaliers sont des femmes. Cela fait déjà trois points.

Pour conclure, qu'est-ce qui vous préoccupe ?

« Apprends à te plaindre sans souffrir ». C'est presque l'impression que j'ai lorsque je repense à mes réponses précédentes. Mais je regarde vers l'avenir avec optimisme et je me réjouis chaque jour de notre poulain de cette année – sa joie de vivre et sa confiance me rendent heureux. Cela me donne de la force pour l'avenir.

Et que souhaitez-vous pour l'avenir ?

Que dans dix ou vingt ans, je puisse encore lire, comme récemment dans le journal «PferdeWoche» : « Ancré dans l'agriculture suisse – l'élevage du cheval de sport CH ».